



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 59.746/2/V
du 22 août 2016

sur

un avant-projet de loi 'relative
au statut et au contrôle des
sociétés de bourse et portant
des dispositions diverses'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 59.746/2/V
van 22 augustus 2016

over

een voorontwerp van wet 'op
het statuut van en het toezicht
op beursvennootschappen en
houdende diverse bepalingen'

Le 8 juillet 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances, chargé de la Lutte contre la fraude fiscale à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé de plein droit ^(*) jusqu'au 24 août 2016, sur un avant-projet de loi 'relative au statut et au contrôle des sociétés de bourse et portant des dispositions diverses'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 22 août 2016. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Jacques ENGLEBERT, assesseur, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 22 août 2016.

^(*) Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, *in fine*, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

*

Op 8 juli 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën, belast met Bestrijding van de fiscale fraude verzocht binnen een termijn van dertig dagen, van rechtswege ^(*) verlengd tot 24 augustus 2016, een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'op het statuut van en het toezicht op beursvennootschappen en houdende diverse bepalingen'.

Het voorontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 22 augustus 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Jacques ENGLEBERT, assessor, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 22 augustus 2016.

^(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

L'avant-projet de loi à l'examen, par son contenu même, par le système de renvois qu'il comporte à des dispositions de la loi du 25 avril 2014 'relative au statut et au contrôle des établissements de crédit', certaines d'entre elles étant modifiées, d'autres ne l'étant pas et d'autres encore devant être lues en tenant compte des spécificités y apportées en ce qui concerne les sociétés de bourse, et à des dispositions de la loi 'relative à l'accès à l'activité de prestation de services d'investissement et au statut et au contrôle des sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement', dont l'avant-projet fera l'objet d'un avis 59.776/2/V le 24 août 2016 (ci-après : l'avant-projet 59.776/2/V), par les lectures par analogie qu'il implique en conséquence de certaines dispositions de la loi du 25 avril 2014 pour en appréhender la portée à l'égard des sociétés de bourse¹ et par l'importance quantitative et la technicité des règles de droit européen dont il doit tenir compte, présente une complexité toute particulière.

Cette difficulté est accrue par l'option prise par l'auteur de l'avant-projet consistant à répartir le règlement du statut et du contrôle des sociétés de bourse entre deux lois principales, à savoir, partiellement, la loi faisant l'objet de l'avant-projet 59.776/2/V et, dans une grande mesure, la loi faisant l'objet de l'avant-projet à l'examen dans le présent avis², ce qui implique également que, parmi les entreprises d'investissement, les sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement et les sociétés de bourse seront désormais soumises à des régimes différents, en ce compris quant à la détermination de l'autorité de contrôle compétente³, à savoir respectivement la FSMA et la Banque nationale de Belgique, alors que, ainsi que l'explique l'exposé des motifs de l'avant-projet à l'examen,

« l'approche européenne n'effectue pas de distinction entre les sociétés de bourse et les sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement »⁴.

¹ Voir à cet égard les observations formulées sur l'article 72 de l'avant-projet.

² Il convient d'ajouter à ces deux lois les dispositions qui font l'objet des demandes d'avis inscrites sous les n^{os} 59.745/2/V et 59.775/2/V du rôle de la section de législation du Conseil d'État, qui portent respectivement sur l'avant-projet de loi 'relative au statut et au contrôle des sociétés de bourse en ce qui concerne certaines procédures de recours accélérées auprès du Conseil d'État' et l'avant-projet de loi 'modifiant les articles 121 et 122 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers en vue de régler les recours contre certaines décisions prises par la FSMA en vertu de la loi du [] relative à l'accès à l'activité de prestation de services d'investissement et au statut et au contrôle des sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement'.

³ Il est vrai que, sur ce dernier point, telle est déjà la situation actuelle.

⁴ Le commentaire poursuit au demeurant en indiquant que, « dès lors, les autres États membres et en particulier leurs autorités de contrôle et leurs entreprises ignorent donc cette distinction alors qu'elles sont amenées à interagir avec la

S'il est vrai que les observations formulées précédemment par la section de législation du Conseil d'État sur les textes auxquels plusieurs dispositions de l'avant-projet se réfèrent, dont il s'inspire ou qu'il adapte, peuvent garder leur pertinence dans la mesure où elles n'ont pas été rencontrées, lors de l'adoption des projets en cause, par le législateur, les éléments de complexité juridique mentionnés ci-avant sont d'une nature telle qu'il ne peut être garanti que l'examen auquel la section de législation du Conseil d'État a pu procéder, dans le délai qui lui a été consenti, lui a permis un examen exhaustif des questions susceptibles de se poser, spécialement sur la compatibilité du dispositif en projet avec les règles de droit européen en cause.

L'auteur de l'avant-projet, en dépit de son souhait de soumettre les sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement et les sociétés de bourse à des régimes différents, n'a d'ailleurs pu empêcher de concevoir l'avant-projet à l'examen sans y inclure un nombre assez important de renvois à la loi faisant l'objet de l'avant-projet 59.776/2/V, renseignée provisoirement dans le dispositif comme étant « la loi [FSMA] » ou par une formule analogue. Ces renvois ne précisent pas les numéros des articles pertinents auxquels il est ainsi renvoyé ou ces renvois n'ont pas été actualisés, comme par exemple le renvoi fait par l'article 534, 1^o, en projet à l'article « 46, 2^o, 2 », de la « Loi FSMA ».

La section de législation du Conseil d'État n'a en conséquence pas été en mesure de vérifier la pertinence de ces renvois ni de les apprécier au regard notamment des éléments à l'égard desquels elle exerce normalement son contrôle, ce qui a accru la difficulté, relevée ci-avant, à donner un caractère exhaustif au présent avis.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 3

1. Certaines directives, dont la loi du 25 avril 2014, telle que modifiée par l'avant-projet, tend à assurer la transposition, sont mentionnées, sous l'article 3 (article 1^{er}, § 2, en projet) avec leur intitulé complet suivi des mots « ci-après la directive... », alors que d'autres n'y sont renseignées que par leur numéro, leur intitulé complet figurant à l'article 4 (article 3 en projet), consacré aux définitions.

Le choix exclusif d'une des deux méthodes améliorerait la lisibilité de la loi en projet.

2. Selon le commentaire de l'article,

« La question de la qualification d'une société de bourse doit être distinguée de la question des activités autorisées aux sociétés de bourse. En effet, le fait de fournir au moins un de ces services conduit à ce qu'une société de bourse soit qualifiée comme telle

mais ne l'empêche pas, bien entendu, de fournir les autres services d'investissements ou services auxiliaires visés dans l'article [Loi FSMA] qui ne sont pas énoncés dans l'article 1^{er}, § 3, alinéa 2, pour autant qu'elle dispose de l'agrément requis ».

Selon l'intention ainsi exprimée, il suffit qu'une entreprise d'investissement preste un des services d'investissement ou un des services auxiliaires énumérés respectivement sous le paragraphe 3, alinéa 2, a) et b), pour être qualifiée de société de bourse, mais la prestation de services d'investissement ou de services auxiliaires non mentionnés dans cette liste n'a pas pour effet de qualifier l'entreprise d'investissement de société de bourse.

Par conséquent, le mot « notamment » doit être omis sous le a) et le b) car il a pour effet que les listes des services énoncés respectivement sous a) et b) sont exemplatives et non limitatives. En revanche le mot « ou »⁵ doit être inséré chaque fois entre l'avant-dernier et le dernier élément de la liste. Pour indiquer que la société de bourse peut également prêter d'autres services, le mot « , notamment, » sera en revanche inséré entre les mots « dont l'activité consiste » et les mots « à fournir ».

Article 4

Plusieurs dispositions de l'article 4 ont pour objet de modifier certaines définitions de l'article 3 de la loi du 25 avril 2014 afin que la mention des « sociétés de bourse » figure au côté de celle des « établissements de crédit » lorsque les mots ainsi définis sont utilisés dans des dispositions de la loi que l'avant-projet tend à rendre, en tout ou en partie, applicables aux sociétés de bourse.

L'avant-projet s'abstient toutefois de modifier dans le même sens la définition de la « décision stratégique », figurant sous l'article 3, 63°, alors que l'article 77, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi, qui tend à soumettre à l'autorisation préalable de l'autorité de contrôle les décisions stratégiques d'un établissement de crédit, est rendu applicable aux sociétés de bourse par l'article 541 en projet à l'article 72 de l'avant-projet.

Cette lacune sera comblée.

Article 19

La seconde phrase du paragraphe 2, alinéa 2, en projet – « L'État membre d'accueil publie cette information », ce qui correspond à la dernière phrase de l'article 34, paragraphe 5, de la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 'concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE' (ci-après : la directive 2014/65/UE) – doit être omise : la transposition de cette disposition ne relève pas de la législation belge mais de l'État membre d'accueil.

⁵ Le mot « ou » n'est en principe pas exclusif, de telle sorte qu'il ne serait pas correct d'écrire « et/ou ».

Article 47

Afin de transposer complètement l'article 66, paragraphe 1, de la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 'établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive 82/891/CEE du Conseil ainsi que les directives du Parlement européen et du Conseil 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE, 2011/35/UE, 2012/30/UE et 2013/36/UE et les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 648/2012', le paragraphe 1^{er} de l'article 281/2 en projet doit être complété par les mots « ou en vertu du droit belge », s'agissant des « droits ou engagements relevant du droit belge ».

Article 52

À l'article 336, § 2, en projet, il y a lieu de mentionner la date de l'arrêté royal n° 62 coordonné 'relatif au dépôt d'instruments financiers fongibles et à la liquidation d'opérations sur ces instruments', à savoir le 27 janvier 2004.

Article 65

À l'article 423, 10° et 11°, en projet, la question se pose de savoir si, pour inclure les sociétés de bourse concernées dans les notions d'« entreprise mère dans l'EEE » et d'« entreprise mère dans un État membre », il ne convient pas de préciser qu'il devrait s'agir d'une « société de bourse mère ».

À défaut, toute société de bourse dans l'EEE ou dans un « État membre » sera qualifiée d'« entreprise mère ».

Il y aurait par ailleurs lieu, le cas échéant, de définir cette notion de « société de bourse mère » à l'article 423 de la loi du 25 avril 2014.

Article 72

1. L'article 72 de l'avant-projet insère un livre XII dans la loi du 25 avril 2014, consacré aux sociétés de bourse.

Ainsi que confirme le commentaire de l'article 487 en projet, la méthode utilisée pour réglementer ces sociétés consiste à procéder par des renvois aux dispositions pertinentes des livres II à X de la même loi, cette méthode n'ayant toutefois pas été mise en œuvre pour ce qui concerne l'applicabilité des dispositions du livre XI de la loi.

Il n'est pas recouru à cette méthode et des dispositions sont énoncées alors de manière expresse « [l]orsqu'il n'est pas possible de procéder par renvoi, notamment parce qu'il n'existe pas de disposition semblable au sein des Livres II à X ».

La manière dont cette dernière méthode est mise en œuvre dans l'avant-projet appelle les observations suivantes.

2. D'une manière générale, il n'est pas opportun de faire état de ces aspects méthodologiques dans le dispositif d'un avant-projet, comme le fait l'article 487, § 2, en projet.

Ce type de disposition est en effet dépourvu de portée normative et n'a donc pas sa place dans l'avant-projet.

Ce sont les dispositions de l'avant-projet comportant les renvois en question qui doivent énoncer clairement, le cas échéant, les adaptations ou les précisions nécessaires eu égard à la spécificité des sociétés de bourse. Tel est le cas par exemple de l'article 492, qui rend applicable aux sociétés de bourse l'article 8 de la loi, moyennant une précision introduite par les mots « étant entendu que ». Ce type de disposition se suffit à elle-même, sans qu'il soit nécessaire de l'introduire par une disposition à caractère méthodologique général.

L'article 487, § 2, doit en conséquence être omis ⁶.

3. De même, l'article 487, § 3, en projet, qui ne constitue qu'un commentaire de la méthode adoptée par les articles 65 à 71 de l'avant-projet à l'égard de dispositions du livre XI de la loi du 25 avril 2014 ⁷, est également dépourvu de portée normative et doit donc être omis.

4. Cette critique ne s'étend pas à l'article 488, alinéa 1^{er}, en projet, aux termes duquel,

« [d]ans les cas où les dispositions des Livres II à X sont rendues applicables, elles le sont par analogie ».

Pareille disposition permet en effet d'éviter de devoir énoncer dans chaque article comprenant un renvoi à des dispositions des livres II à X que c'est « par analogie » à la règle énoncée pour les sociétés qui y sont mentionnées que la même règle s'appliquera en principe aux sociétés de bourse.

En revanche, le sens de l'article 488, alinéa 2, en projet n'apparaît pas clairement.

S'il s'agit de simplement annoncer que les articles des livres II à X auxquels certaines dispositions du livre XII opèrent un renvoi doivent être lus moyennant les précisions que contiennent ces dispositions, comme tel est le cas par exemple à l'article 492 en projet, l'article 488, alinéa 2, en projet est dépourvu de portée normative et doit être omis.

Par contre, s'il s'agit de prescrire une lecture par analogie des articles auxquels renvoient les dispositions rendues applicables par celles du livre XII ⁸, l'article 488, alinéa 2, en projet, devrait être plus clairement rédigé en ce sens.

⁶ Le paragraphe 1^{er} de l'article 487 en projet, aux termes duquel « [l]e présent Livre a pour objet de régler l'établissement, l'activité, le contrôle et la résolution éventuelle des sociétés de bourse [...] opérant en Belgique », a, quant à lui, une portée normative en tant qu'il précise le champ d'application du livre XII en projet de la loi. Il peut donc être maintenu.

⁷ Voir en ce sens le commentaire de l'article 65 de l'avant-projet figurant dans l'exposé des motifs.

5. Aucune disposition en projet n'a pour objet de rendre applicables les annexes de la loi du 25 avril 2014 aux sociétés de bourse. Certaines des dispositions de cette loi rendues applicables aux sociétés de bourse renvoient à ces annexes mais cela n'a pas nécessairement pour effet de rendre le contenu de ces annexes applicables aux sociétés de bourse pour les autres dispositions du projet qui, quant à elles, ne contiennent pas de référence à ces annexes.

Pour ne donner qu'un exemple, l'article 486, alinéa 2, 3°, qualifie la société de bourse d'importance systémique de « société de bourse d'importance significative ». Le commentaire de cette disposition indique qu'« une société de bourse désignée par la Banque [nationale] comme étant d'importance systémique en application de l'article 12 de l'annexe IV est de plein droit considérée comme d'importance significative avec toutes les conséquences qui y sont attachées ». Toutefois, l'article 12 de l'annexe IV n'étant pas expressément rendu applicable aux sociétés de bourse, la Banque nationale n'est pas formellement habilitée à qualifier d'établissement d'importance systémique les sociétés de bourse. L'article 488, alinéa 2, n'offre aucune sécurité juridique à cet égard.

6. Enfin, une autre difficulté apparaît pour certains des articles en projet de la loi du 25 avril 2014 renvoyant à des dispositions de la même loi qui elles-mêmes se réfèrent à d'autres de ses dispositions et dont il apparaît qu'ainsi que le confirme leur commentaire des articles, elles ne seraient pas toutes applicables comme telles aux sociétés de bourse sans que cela résulte du dispositif.

Ainsi, par exemple, pareille difficulté surgit à la lecture du renvoi fait par l'article 494 en projet à l'article 11 de la loi.

Cet article 11, en son paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, se réfère notamment aux articles 21 à 42 de la loi, alors que, selon les articles 502 à 510 en projet, seuls les articles 21 à 26, 28 à 31 et 35 à 42 sont déclarés applicables. Les articles 27, 32 et 33 de la loi ont comme correspondants respectifs pour les sociétés de bourse les articles 504, 506 et 507 en projet et l'article 34 de la loi n'a pas de correspondant pour les sociétés de bourse, l'article 508 ayant un autre objet.

Il conviendrait donc de rédiger l'article 494 en projet en tenant compte de ce que le renvoi aux articles 27 et 32 à 34 fait par l'article 11 de la loi doit se lire comme renvoyant aux articles 504 et 506 à 508 en projet⁹ ; c'est de cette manière qu'il a été procédé, à bon escient, par exemple, à l'article 593 en projet, qui prend la précaution de préciser que les références faites à l'article 312 par les articles 317 et 318 de la loi, auxquels cet article 593 renvoie, « doivent être lues comme des références à l'article 590 »¹⁰.

⁸ Voir par exemple l'article 560 en projet, lequel rend l'article 141 de la loi du 25 avril 2014 applicable, ce qui devrait avoir pour effet de rendre également applicable par analogie l'article 12 de l'annexe IV à la même loi (voir l'article 141, § 2, alinéa 2, de la loi).

⁹ C'est en revanche à bon escient qu'en tenant compte de l'option méthodologique annoncée, l'article 494 procède à la référence à l'article 11 de la loi tout en prenant soin de préciser comment le paragraphe 2 de cet article 11 doit être lu en ce qui concerne les sociétés de bourse.

¹⁰ Dans le même sens, *mutatis mutandis*, voir not. les articles 604, alinéa 1^{er}, et 611 en projet.

7. L'avant-projet sera réexaminé à la lumière de ces observations. Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de vérifier si des difficultés analogues à celles exposées ci-avant à titre d'exemple ne surgissent pas à propos d'autres dispositions en projet ¹¹.

Article 486 en projet

Le 2°, b), alinéa 1^{er}, troisième tiret, utilise les mots « chiffre d'affaires net » alors que le commentaire de l'article renvoie pour commenter cette notion à celle de « revenu net d'exploitation » tout en la définissant et en la détaillant.

Le commentaire devrait expliquer pourquoi le dispositif fait toutefois usage de la notion de chiffre d'affaires net.

Articles 491, 590, 591 et 603 en projet

Les articles 590 et 591 font double emploi quant à leur objet et, dans une grande mesure, quant à leur contenu avec les articles 10 et 11 de l'avant-projet 59.776/2/V, ces dernières dispositions concernant l'ensemble des entreprises d'investissement relevant du droit d'un autre État partie à l'EEE qui souhaitent prester en Belgique des services ou des activités d'investissement par l'intermédiaire d'une succursale (article 590) ou au titre de la liberté de prestation des services (article 591), en ce compris donc les sociétés de bourse souhaitant prester les mêmes services et activités.

Il y a lieu de mieux articuler ces deux ensembles normatifs en tenant compte également de l'article 12 de l'avant-projet 59.776/2/V, qui contient un régime dérogatoire à celui mis en place par les articles 10 et 11 du même avant-projet.

L'auteur de l'avant-projet peut à cet égard s'inspirer de :

– l'article 491 de la loi du 25 avril 2014, en projet à l'article 72 de l'avant projet 59.746/2/V, qui, ayant le même objet que l'article 6 de l'avant-projet 59.776/2/V pour les sociétés de bourse de droit belge, commence par les mots « Conformément à l'article [6] de la loi [FSMA] » ;

– l'article 13, § 2, alinéa 1^{er}, de l'avant-projet 59.776/2/V, qui, ayant le même objet que l'article 603 de la loi du 25 avril 2014, en projet à l'article 72 de l'avant-projet 59.746/2/V, pour les succursales des sociétés de bourse étrangères relevant d'un pays tiers à l'E.E.E., contient les mots « conformément à l'article 603 de la loi du 25 avril 2014 ».

Il serait toutefois opportun que cette méthode soit adoptée de manière homogène pour les articles 491, 590, 591 et 603 en projet, en énonçant chaque fois la règle principale dans une des deux lois, de préférence dans celle faisant l'objet de l'avant-projet 59.776/2/V, et en

¹¹ Voir par exemple le renvoi fait par l'article 502 en projet à l'article 21 de la loi, dont le paragraphe 4 se réfère notamment aux « Sous-sections II à V », c'est-à-dire aux articles 23 à 42, partiellement concernés par les articles 502 à 510 en projet. Voir aussi le renvoi fait par l'article 505 à l'article 28 de la loi, dont la référence à l'article 27 est inadéquate compte tenu de l'article 504 en projet.

utilisant la formule de renvoi (« conformément à... ») dans l'autre loi, à savoir celle faisant l'objet de l'avant-projet 59.746/2/V. C'est ainsi qu'il a été procédé à l'article 491 de la loi du 25 avril 2014, en projet à l'article 72 de l'avant-projet 59.746/2/V, en ce qui concerne son articulation avec l'article 6 de la loi faisant l'objet de l'avant-projet 59.776/2/V.

Par ailleurs, dans ce cadre, au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'article 603 en projet, le sens des mots « Sans préjudice de l'article [loi FSMA] », par lequel il est probablement renvoyé à l'article 13 de l'avant-projet 59.776/2/V, devra être clarifié à la lumière de la présente observation.

Article 548 en projet

L'article 90 de la loi du 25 avril 2014, que l'article 548, § 2, en projet tend à rendre applicable aux sociétés de bourse « à l'exception de l'alinéa 1^{er} », est modifié par l'article 19 de l'avant-projet qui, toutefois, divise cet article 90 en paragraphes.

L'article 548, § 2, en projet sera dès lors revu afin d'identifier correctement la subdivision de l'article 90 qui n'est pas rendue applicable, par exception, aux sociétés de bourse.

Article 590 en projet

Suivant l'article 35, paragraphe 10, de la directive 2014/65/UE,

« En cas de modification de l'une quelconque des informations communiquées conformément au paragraphe 2, l'entreprise d'investissement en avise par écrit l'autorité compétente de l'État membre d'origine au moins un mois avant de mettre ladite modification en œuvre. L'autorité compétente de l'État membre d'origine informe celle de l'État membre d'accueil de la modification ».

Dans l'hypothèse envisagée dans cet article 590, la Belgique est l'État membre d'accueil, de sorte que le paragraphe 3 doit être revu parce que la Banque nationale doit être informée par cette entremise de l'autorité compétente de l'État membre d'origine, et non directement par une notification de la société de bourse étrangère.

Article 618 en projet

Il serait plus clair de mentionner la date du 3 janvier 2018 au lieu de recourir à la périphrase « À la date prévue à l'article 93, paragraphe 1^{er}, alinéa 2 de la Directive 2014/65/UE pour l'entrée en vigueur des dispositions nationales transposant ladite directive ».

L'observation vaut également pour l'article 619 en projet, ainsi que pour l'article 120, alinéa 2, 1^o, de l'avant-projet.

Article 621 en projet

La section de législation ne discerne pas pour quelle raison les points 1) et 2) ne correspondent pas à ce qui est prévu par l'article 160, paragraphe 2, de la directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 'concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, modifiant la directive 2002/87/CE et abrogeant les directives 2006/48/CE et 2006/49/CE', qu'ils sont pourtant censés transposer.

Articles 111 à 119

Chacune des références à l'un des articles insérés par l'article 72 de l'avant-projet dans la loi du 25 avril 2014 'relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse' doit mentionner cette insertion par l'article 72 dans la loi du 25 avril 2014.

Article 120

1. Il résulte de l'article 120 que la loi en projet entrera immédiatement en vigueur, le jour de sa publication au *Moniteur belge*, sauf pour ce qui concerne les dispositions mentionnées à l'alinéa 2.

À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur des lois, fixé par l'article 4, alinéa 2, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires', il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

L'article 120, alinéa 1^{er}, sera revu en conséquence.

2. Le commentaire de l'alinéa 2, 1^o, et son dispositif ne concordent pas : alors que celui-ci prévoit une entrée en vigueur de certaines dispositions de l'avant-projet, qui tendent à transposer de manière anticipative la directive 2014/65/UE, à la date prévue à cet effet par la disposition pertinente de celle-ci, ce qui correspond aux prévisions du droit européen, le commentaire énonce que c'est à « la date d'application respective des dispositions transposant [cette] Directive », autrement dit à la date d'entrée en vigueur des dispositions nationales de transposition de celle-ci, que cette entrée en vigueur sera assurée.

La concordance entre le dispositif et son commentaire sera rétablie, les autorités belges devant par ailleurs s'assurer de faire entrer en vigueur les dispositions nationales de transposition dans le délai fixé par la directive.

OBSERVATIONS FINALES DE LEGISTIQUE

1. L'article 1^{er} doit former le chapitre 1^{er} car aucun article ne peut être soustrait à la division du dispositif en chapitres¹²; la numérotation des chapitres suivants sera adaptée en conséquence.

Par ailleurs, il y a lieu d'utiliser des chiffres arabes pour la numérotation des subdivisions du dispositif¹³.

2. Pour chaque article – ou subdivision d'article – modifié, les précédentes modifications qu'ils ont subies doivent être mentionnées de la manière suivante :

a) quel qu'en soit le type (remplacement, insertion, abrogation, retrait, annulation, rétablissement, confirmation, renumérotation, etc.), toutes les modifications antérieures qui sont encore en vigueur, c'est-à-dire qui ne sont pas devenues sans objet à la suite de modifications ultérieures, doivent être renseignées ;

b) par dérogation au a), lorsque l'article modifié n'existait pas dans l'acte originel, l'acte qui l'a inséré doit d'abord être mentionné, même si l'article inséré a ensuite été remplacé¹⁴.

*

¹² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 63.

¹³ *Ibid.*, recommandation n° 64.

¹⁴ *Ibid.*, recommandations n°s 113 et 115.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Het voorliggende voorontwerp van wet is bijzonder complex. Dat komt door de inhoud zelf van het voorontwerp en door het verwijzingssysteem dat het bevat; het gaat om verwijzingen naar bepalingen van de wet van 25 april 2014 ‘op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen’, waarvan sommige worden gewijzigd, andere niet worden gewijzigd en nog andere moeten worden geïnterpreteerd rekening houdend met de preciseringen die het voorontwerp dienaangaande bevat wat de beursvennootschappen betreft, en om verwijzingen naar bepalingen van de wet ‘betreffende de toegang tot het beleggingsdienstenbedrijf en betreffende het statuut van en het toezicht op de vennootschappen voor vermogensbeheer en beleggingsadvies’, over het voorontwerp waarvan op 24 augustus 2016 advies 59.776/2/V wordt gegeven (hierna voorontwerp 59.776/2/V genoemd). Voorts ligt de complexiteit van het voorontwerp aan het feit dat sommige bepalingen van de wet van 25 april 2014 dientengevolge bij analogie moeten worden geïnterpreteerd om de strekking van die wet ten aanzien van de beursvennootschappen te kunnen begrijpen,¹ en aan het feit dat rekening moet worden gehouden met een grote hoeveelheid Europese rechtsregels die zeer technisch zijn.

Dat probleem wordt nog versterkt doordat de steller van het voorontwerp ervoor heeft geopteerd het statuut van en het toezicht op de beursvennootschappen in twee basiswetten te regelen, namelijk gedeeltelijk in de wet waarop voorontwerp 59.776/2/V betrekking heeft en grotendeels in de wet waarop het voorliggende voorontwerp betrekking heeft.² Dat brengt tevens mee dat vennootschappen voor vermogensbeheer en beleggingsadvies en beursvennootschappen, die beide beleggingsondernemingen zijn, voortaan onder verschillende regelingen vallen, ook wat betreft het aanwijzen van de bevoegde toezichthouder,³ namelijk respectievelijk de FSMA en de Nationale Bank van België. In de memorie van toelichting van het voorliggende voorontwerp wordt nochtans gesteld dat

¹ Zie in dat verband de opmerkingen over artikel 72 van het voorontwerp.

² Naast die twee wetten moeten ook de bepalingen worden vermeld waarover bij de afdeling Wetgeving van de Raad van State de adviesaanvragen met rolnummers 59.745/2/V en 59.775/2/V zijn ingediend en die respectievelijk betrekking hebben op het voorontwerp van wet ‘op het statuut van en het toezicht op beursvennootschappen voor wat betreft bepaalde versnelde procedures voor beroep bij de Raad van State’ en het voorontwerp van wet ‘tot wijziging van artikelen 121 en 122 van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten teneinde het beroep te regelen dat kan worden ingesteld tegen bepaalde beslissingen van de FSMA, genomen krachtens de wet van [] betreffende de toegang tot het beleggingsdienstenbedrijf en betreffende het statuut van en het toezicht op de vennootschappen voor vermogensbeheer en beleggingsadvies’.

³ Dat laatste is weliswaar thans reeds het geval.

“volgens de Europese benadering geen onderscheid wordt gemaakt tussen beursvennootschappen en vennootschappen voor vermogensbeheer en beleggingsadvies”.⁴

Terwijl de opmerkingen die de afdeling Wetgeving van de Raad van State eerder heeft gemaakt over de teksten waarnaar meerdere bepalingen van het voorontwerp verwijzen en waarop het voorontwerp mede gebaseerd is of die bij het ontwerp worden aangepast, blijven gelden in zoverre de wetgever er niet is op ingegaan bij het aannemen van die ontwerpen, kan wegens de hierboven vermelde juridische complexiteit niet worden gegarandeerd dat de afdeling Wetgeving van de Raad van State de vragen die kunnen rijzen inzonderheid met betrekking tot de verenigbaarheid van de ontwerptekst en de Europese rechtsregels ter zake, binnen de haar toegemeten termijn exhaustief heeft kunnen onderzoeken.

Niettegenstaande de steller van het voorontwerp een verschillende regeling wenst in te voeren voor vennootschappen voor vermogensbeheer en beleggingsadvies en beursvennootschappen, heeft hij trouwens niet kunnen voorkomen dat het voorliggende voorontwerp vrij veel verwijzingen bevat naar de wet waarop voorontwerp 59.776/2/V betrekking heeft, in het dispositief voorlopig aangeduid als “de wet [FSMA]” of met een soortgelijke aanduiding. Die verwijzingen laten de nummers van de relevante artikelen waarnaar wordt verwezen, onvermeld of zijn niet bijgewerkt, zoals bijvoorbeeld de verwijzing in het ontworpen artikel 534, 1°, naar artikel “46, 2°, 2”, van de “Loi FSMA” (lees: “FSMA-wet”).

De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft bijgevolg de relevantie van die verwijzingen niet kunnen nagaan en heeft ze evenmin kunnen beoordelen, inzonderheid ten aanzien van de criteria die ze gewoonlijk bij die toetsing hanteert. Dat heeft het hierboven vermelde probleem om een exhaustief advies te verstrekken, nog groter gemaakt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 3

1. Van sommige richtlijnen die de wet van 25 april 2014, zoals gewijzigd bij het voorontwerp, beoogt om te zetten, wordt in artikel 3 (ontworpen artikel 1, § 2,) het volledige opschrift vermeld, gevolgd door de woorden “hierna ‘Richtlijn ...’ genoemd”, terwijl van andere richtlijnen enkel het nummer wordt vermeld en het volledige opschrift in artikel 4 (ontworpen artikel 3) staat, dat de definities bevat.

Het zou de leesbaarheid van de ontworpen wet ten goede komen indien voor slechts een van die twee methodes werd geopteerd.

⁴ De memorie van toelichting vermeldt overigens nog dat “de andere lidstaten en in het bijzonder hun toezichthouders en hun ondernemingen bijgevolg geen rekening houden met dit onderscheid wanneer er wisselwerkingen optreden tussen hen en de [Nationale] Bank en de FSMA in het kader van de toepassing van de beginselen van de vrijheid van vestiging en het vrij verrichten van diensten”.

2. In de bespreking van het artikel staat het volgende:

“De vraag of een vennootschap als beursvennootschap kan worden aangemerkt, moet worden onderscheiden van de vraag welke werkzaamheden zij mag uitoefenen. Het feit dat een beursvennootschap ten minste één van die diensten verstrekt, leidt er immers toe dat zij als dusdanig wordt aangemerkt, maar belet haar uiteraard niet om de andere in artikel [FSMA wet] bedoelde beleggings- of nevendiensten die niet in artikel 1, § 3, tweede lid zijn vermeld, te verstrekken, voor zover zij over de vereiste vergunning beschikt”.

Volgens wat er staat is het voldoende dat een beleggingsonderneming een van de beleggings- of nevendiensten verleent die respectievelijk in paragraaf 3, tweede lid, a) en b) worden vermeld, om als beursvennootschap te worden beschouwd, maar wordt ze niet als beursvennootschap bestempeld indien ze beleggings- of nevendiensten verleent die niet in de lijst voorkomen.

De uitdrukking “met name” moet bijgevolg uit de bepalingen onder a) en b) worden weggelaten aangezien ze inhoudt dat de lijsten van de diensten die respectievelijk in a) en b) worden vermeld, enuntiatief zijn, en niet limitatief. Daarentegen moet het woord “of”⁵ telkens tussen het voorlaatste en het laatste element van de opsomming worden ingevoegd. Om aan te geven dat de beursvennootschap ook andere diensten kan verlenen, moet echter het woord “onder meer” worden ingevoegd tussen de woorden “waarvan de werkzaamheden” en “bestaan in het verrichten”.

Artikel 4

Verscheidene bepalingen van artikel 4 wijzigen een aantal definities van artikel 3 van de wet van 25 april 2014, zodat de “beursvennootschappen” worden vermeld naast de “kredietinstellingen” wanneer die aldus gedefinieerde termen voorkomen in wetsbepalingen die bij het voorontwerp geheel of gedeeltelijk toepasselijk worden gemaakt op de beursvennootschappen.

Het voorontwerp verzuimt evenwel de definitie van “strategische beslissing”, vermeld in artikel 3, 63°, in dezelfde zin te wijzigen, alhoewel artikel 77, eerste lid, 1°, van de wet, luidens hetwelk strategische beslissingen van een kredietinstelling vooraf door de toezichthouder moeten worden goedgekeurd, bij artikel 541, ontworpen in artikel 72 van het voorontwerp, toepasselijk wordt gemaakt op de beursvennootschappen.

Die leemte moet worden aangevuld.

Artikel 19

De tweede zin van de ontworpen paragraaf 2, tweede lid, luidende “De lidstaat van ontvangst maakt die informatie openbaar”, stemt overeen met de laatste zin van artikel 34, lid 5,

⁵ Het woord “of” leidt in principe geen exclusieve nevenschikking in, zodat het gebruik van “en/of” niet correct zou zijn.

van richtlijn 2014/65/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 ‘betreffende markten voor financiële instrumenten en tot wijziging van Richtlijn 2002/92/EG en Richtlijn 2011/61/EU’ (hierna richtlijn 2014/65/EU genoemd). Ze moet worden weggelaten aangezien de omzetting van die bepaling geen zaak is voor de Belgische wetgeving maar voor de lidstaat van ontvangst.

Artikel 47

In verband met de “rechten of verbintenissen naar Belgisch recht” moet paragraaf 1 van het ontworpen artikel 281/2 worden aangevuld met de woorden “of volgens het Belgische recht”, met het oog op de volledige omzetting van artikel 66, lid 1, van richtlijn 2014/59/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 ‘betreffende de totstandbrenging van een kader voor het herstel en de afwikkeling van kredietinstellingen en beleggingsondernemingen en tot wijziging van Richtlijn 82/891/EEG van de Raad en de Richtlijnen 2001/24/EG, 2002/47/EG, 2004/25/EG, 2005/56/EG, 2007/36/EG, 2011/35/EU, 2012/30/EU en 2013/36/EU en de Verordeningen (EU) nr. 1093/2010 en (EU) nr. 648/2012, van het Europees Parlement en de Raad’.

Artikel 52

In het ontworpen artikel 336, § 2, moet de datum worden vermeld van het gecoördineerde koninklijk besluit nr. 62 ‘betreffende de bewaargeving van vervangbare financiële instrumenten en de vereffening van transacties op deze instrumenten’, te weten 27 januari 2004.

Artikel 65

De vraag rijst of in het ontworpen artikel 423, 10° en 11°, niet moet worden gepreciseerd dat beursvennootschappen die onder de begrippen “EER-moederonderneming” en “moederonderneming in een lidstaat” vallen, “moederbeursvennootschappen” moeten zijn.

Anders zal iedere beursvennootschap in de EER of in een “lidstaat” als “moederonderneming” worden beschouwd.

Dat begrip “moederbeursvennootschap” zou voorts, in voorkomend geval, moeten worden gedefinieerd in artikel 423 van de wet van 25 april 2014.

Artikel 72

1. Artikel 72 van het voorontwerp voegt in de wet van 25 april 2014 een boek XII in, dat handelt over beursvennootschappen.

Zoals in de bespreking van het ontworpen artikel 487 wordt bevestigd, worden die vennootschappen gereguleerd via verwijzingen naar de relevante bepalingen van de

boeken II tot X van dezelfde wet; voor de toepasselijkheid van de bepalingen van boek XI van de wet wordt die methode evenwel niet gehanteerd.

“Wanneer het niet mogelijk is om met verwijzingen te werken, met name omdat de Boeken II tot X geen gelijkaardige bepaling bevatten”, wordt van die werkwijze afgeweken en worden bepalingen dus expliciet vastgelegd.

Over de wijze waarop die laatste methode in het voorontwerp wordt toegepast, moeten de volgende opmerkingen worden gemaakt.

2. In het algemeen horen die methodologische aspecten niet in het dispositief van een voorontwerp te worden vermeld, zoals in het ontworpen artikel 487, § 2, gebeurt.

Een dergelijke bepaling is immers niet normatief en hoort dus niet thuis in het voorontwerp.

Aanpassingen of preciseringen die, gelet op het specifieke karakter van de beursvennootschappen, nodig zijn moeten in voorkomend geval duidelijk worden vermeld in de bepalingen van het voorontwerp waarin de betreffende verwijzingen voorkomen. Dat is bijvoorbeeld het geval met artikel 492, dat artikel 8 van de wet toepasselijk maakt op de beursvennootschappen en een precisering aanbrengt, ingeleid door “met dien verstande dat”. Een dergelijke bepaling volstaat op zich, zonder dat daar een bepaling over de algemene werkwijze aan vooraf hoeft te gaan.

Artikel 487, § 2, moet dus worden weggelaten.⁶

3. Ook het ontworpen artikel 487, § 3, dat niet meer is dan een commentaar bij de methode die in de artikelen 65 tot 71 van het voorontwerp wordt toegepast in verband met de bepalingen van boek XI van de wet van 25 april 2014,⁷ heeft geen normatieve strekking en moet dus worden weggelaten.

4. Deze kritiek slaat niet op het ontworpen artikel 488, eerste lid, dat luidt als volgt:

“De bepalingen van de Boeken II tot X die van toepassing worden verklaard, zijn van overeenkomstige toepassing”.

Dankzij een dergelijke bepaling heeft immers niet in elk artikel dat naar de bepalingen van de boeken II tot X verwijst, te worden vermeld dat, de regel die in die bepalingen is vastgelegd voor de vennootschappen die daarin worden genoemd in beginsel “van overeenkomstige toepassing” is op de beursvennootschappen.

De strekking van het ontworpen artikel 488, tweede lid, daarentegen is niet duidelijk.

⁶ Het ontworpen artikel 487, § 1, luidens hetwelk “[d]it Boek (...) de vestiging, de werkzaamheden van, het toezicht op en de eventuele afwikkeling [regelt] van de beursvennootschappen (...) die in België werkzaam zijn”, heeft zijnerzijds een normatieve strekking doordat het de werkingsfeer van het ontworpen boek XII van de wet nader omschrijft. Het kan dus behouden blijven.

⁷ Zie in die zin de bespreking van artikel 65 van het voorontwerp in de memorie van toelichting.

Indien het gewoon de bedoeling is aan te geven dat de artikelen van de boeken II tot X waarnaar sommige bepalingen van boek XII verwijzen, moeten worden gelezen rekening houdend met de preciseringen die in die bepalingen staan, zoals bijvoorbeeld het geval is met het ontworpen artikel 492, is het ontworpen artikel 488, tweede lid, niet normatief van aard en moet het worden weggelaten.

Indien het daarentegen de bedoeling is dat de artikelen waarnaar de bepalingen verwijzen die bij de bepalingen van boek XII toepasselijk worden gemaakt,⁸ bij analogie moeten worden gelezen, zou dat in het ontworpen artikel 488, tweede lid, duidelijker moeten worden verwoord.

5. Geen enkele ontworpen bepaling strekt ertoe de bijlagen bij de wet van 25 april 2014 op de beursvennootschappen toepasselijk te maken. In sommige bepalingen van die wet die op de beursvennootschappen toepasselijk zijn gemaakt, wordt naar die bijlagen verwezen, maar dat betekent niet automatisch dat de inhoud van die bijlagen op de beursvennootschappen toepasselijk wordt gemaakt voor de andere bepalingen van het ontwerp die niet naar die bijlagen verwijzen.

Één voorbeeld: artikel 486, tweede lid, 3°, bestempelt de systeemrelevante beursvennootschap als “significante beursvennootschap”. Luidens de bespreking van die bepaling wordt “[e]en beursvennootschap die met toepassing van artikel 12 van Bijlage IV door de [Nationale] Bank als systeemrelevant wordt aangemerkt, (...) van rechtswege als significant beschouwd, met alle gevolgen van dien”. Aangezien artikel 12 van bijlage IV niet uitdrukkelijk toepasselijk is gemaakt op beursvennootschappen, is de Nationale Bank evenwel niet formeel gemachtigd om beursvennootschappen als systeemrelevante instellingen te kwalificeren. In dat opzicht biedt artikel 488, tweede lid, geen enkele rechtszekerheid.

6. Ten slotte rijst er een ander probleem voor sommige ontworpen artikelen van de wet van 25 april 2014 waarin wordt verwezen naar bepalingen van dezelfde wet die zelf naar andere bepalingen van die wet verwijzen. Die bepalingen zouden, zoals uit de bespreking van die artikelen blijkt, niet allemaal als dusdanig toepasselijk zijn op de beursvennootschappen, hoewel zulks niet blijkt uit het dispositief.

Een dergelijk probleem doet zich bijvoorbeeld voor bij de verwijzing in het ontworpen artikel 494 naar artikel 11 van de wet.

In paragraaf 1, eerste lid, 1°, van dat artikel 11 wordt namelijk verwezen naar de artikelen 21 tot 42 van de wet, terwijl naar luid van de ontworpen artikelen 502 tot 510 enkel de artikelen 21 tot 26, 28 tot 31 en 35 tot 42 toepasselijk zijn verklaard. Wat betreft de beursvennootschappen komen de artikelen 27, 32 en 33 van de wet respectievelijk overeen met de ontworpen artikelen 504, 506 en 507, maar er is geen artikel dat met artikel 34 van de wet overeenkomt, aangezien artikel 508 over iets anders gaat.

⁸ Zie bijvoorbeeld het ontworpen artikel 560, dat artikel 141 van de wet van 25 april 2014 toepasselijk maakt. Daardoor zou ook artikel 12 van bijlage IV van dezelfde wet bij analogie toepasselijk moeten worden (zie artikel 141, § 2, tweede lid, van de wet).

Bij de redactie van het ontworpen artikel 494 moet er dus rekening mee worden gehouden dat de verwijzing naar de artikelen 27 en 32 tot 34, in artikel 11 van de wet, moet worden beschouwd als een verwijzing naar de ontworpen artikelen 504 en 506 tot 508;⁹ die werkwijze wordt bijvoorbeeld terecht toegepast in het ontworpen artikel 593, waarin de steller zorgvuldig heeft gepreciseerd dat de verwijzingen naar artikel 312 in de artikelen 317 en 318 van de wet, naar welke artikelen dat artikel 593 verwijst, “moeten worden opgevat als verwijzingen naar artikel 590”.¹⁰

7. Het voorontwerp moet in het licht van die opmerkingen worden herzien. De steller van het voorontwerp moet nagaan of met betrekking tot andere ontworpen bepalingen geen soortgelijke problemen rijzen als die welke *supra* als voorbeeld zijn aangehaald.¹¹

Ontworpen artikel 486

In onderdeel 2°, b), eerste lid, derde streepje, wordt het woord “netto-omzet” gebruikt, terwijl in de commentaar bij het artikel bij de bespreking van dat begrip wordt gebruikgemaakt van het woord “nettobedrijfsresultaat”, dat bovendien gedefinieerd wordt en uitvoerig beschreven wordt.

In de commentaar zou moeten worden uitgelegd waarom evenwel het begrip netto-omzet wordt gebruikt in het dispositief.

Ontworpen artikelen 491, 590, 591 en 603

De artikelen 590 en 591 overlappen elkaar qua strekking en ze overlappen qua inhoud grotendeels de artikelen 10 en 11 van voorontwerp 59.776/2/V, aangezien die laatstgenoemde artikelen betrekking hebben op alle beleggingsondernemingen die onder een andere lidstaat van de EER ressorteren en die in België beleggingsdiensten of beleggingsactiviteiten wensen te verrichten via een bijkantoor (artikel 590) of in het kader van het vrij verrichten van diensten (artikel 591), dus ook op de beursvennootschappen die dezelfde diensten en activiteiten wensen te verrichten.

Er moet voor gezorgd worden dat die beide normatieve gehelen beter bij elkaar aansluiten, waarbij eveneens rekening moet worden gehouden met artikel 12 van voorontwerp 59.776/2/V, dat een regeling bevat die afwijkt van de regeling ingevoerd bij de artikelen 10 en 11 van datzelfde voorontwerp.

⁹ In artikel 494 wordt daarentegen, overeenkomstig de aangegeven methodologische keuze, bij de verwijzing naar artikel 11 van de wet terecht gepreciseerd hoe paragraaf 2 van dat artikel 11 in verband met de beursvennootschappen moet worden gelezen.

¹⁰ Zie in dezelfde zin, *mutatis mutandis*, inzonderheid de ontworpen artikelen 604, eerste lid, en 611.

¹¹ Zie bijvoorbeeld de verwijzing in het ontworpen artikel 502 naar artikel 21 van de wet, waarvan paragraaf 4 inzonderheid verwijst naar “Onderafdelingen II tot V”, dus naar de artikelen 23 tot 42, waarop de ontworpen artikelen 502 tot 510 gedeeltelijk betrekking hebben. Zie ook de verwijzing in artikel 505 naar artikel 28 van de wet: gelet op het ontworpen artikel 504 is de verwijzing in dat artikel 28 naar artikel 27 van de wet inadequaat.

De steller van het voorontwerp kan zich daarbij baseren op:

– het ontworpen artikel 491 van de wet van 25 april 2014 (artikel 72 van het voorontwerp 59.746/2/V), dat, aangezien het, wat betreft de beursvennootschappen naar Belgisch recht dezelfde strekking heeft als artikel 6 van voorontwerp 59.776/2/V, wordt ingeleid met de woorden “Overeenkomstig artikel [6] van de wet [FSMA]”;

– artikel 13, § 2, eerste lid, van voorontwerp 59.776/2/V, dat, aangezien het, wat betreft de bijkantoren van de buitenlandse beursvennootschappen van een land dat niet tot de EER behoort, dezelfde strekking heeft als het ontworpen artikel 603 van de wet van 25 april 2014 (artikel 72 van voorontwerp 59.746/2/V), de woorden “conform artikel 603 van de wet van 25 april 2014” bevat.

Het verdient evenwel aanbeveling om diezelfde werkwijze te volgen voor de ontworpen artikelen 491, 590, 591 en 603 en telkens de belangrijkste regel op te nemen in één van beide wetten, bij voorkeur in de wet waarop voorontwerp 59.776/2/V betrekking heeft, en de verwijzingsformule (“overeenkomstig ...”) te gebruiken in de andere wet, namelijk die waarop voorontwerp 59.746/2/V betrekking heeft. Er is aldus te werk gegaan in het ontworpen artikel 491 van de wet van 25 april 2014 (artikel 72 van voorontwerp 59.746/2/V) teneinde dat artikel te laten aansluiten bij artikel 6 van de wet waarop voorontwerp 59.776/2/V betrekking heeft.

Bovendien moet in dat verband in paragraaf 1, eerste lid, van het ontworpen artikel 603 in het licht van die opmerking worden verduidelijkt wat de betekenis is van de woorden “Onverminderd artikel [wet FSMA]”, waarmee waarschijnlijk wordt verwezen naar artikel 13 van voorontwerp 59.776/2/V.

Ontworpen artikel 548

Artikel 90 van de wet van 25 april 2014, dat bij het ontworpen artikel 548, § 2, toepasselijk wordt verklaard op de beursvennootschappen “met uitzondering van het eerste lid”, wordt gewijzigd bij artikel 19 van het voorontwerp dat dat artikel 90 evenwel opdeelt in paragrafen.

Het ontworpen artikel 548, § 2, moet derhalve worden herzien zodat correct wordt aangegeven welke onderverdeling van artikel 90 bij wijze van uitzondering niet toepasselijk wordt verklaard op de beursvennootschappen.

Ontworpen artikel 590

Artikel 35, lid 10, van richtlijn 2014/65/EU luidt als volgt:

“In geval van wijziging van de overeenkomstig lid 2 verstrekte gegevens stelt de beleggingsonderneming ten minste één maand vóór de doorvoering van de wijziging de bevoegde autoriteit van de lidstaat van herkomst schriftelijk van deze wijziging in kennis. Ook de bevoegde autoriteit van de lidstaat van ontvangst wordt door de bevoegde autoriteit van de lidstaat van herkomst van deze wijziging in kennis gesteld.”

In het geval dat in het ontworpen artikel 590 wordt bedoeld, is België de lidstaat van ontvangst, zodat paragraaf 3 moet worden herzien, aangezien de Nationale Bank via de bevoegde autoriteit van de lidstaat van herkomst op de hoogte moet worden gebracht en niet rechtstreeks via een kennisgeving de buitenlandse beursvennootschap.

Ontworpen artikel 618

Het zou duidelijker zijn om de datum 3 januari 2018 te vermelden in plaats van de omslachtige omschrijving “op de datum die in artikel 93, lid 1, tweede alinea van Richtlijn 2014/65/EU is vastgelegd voor de inwerkingtreding van de nationale bepalingen die de genoemde richtlijn omzetten”.

Die opmerking geldt eveneens voor het ontworpen artikel 619 en voor artikel 120, tweede lid, 1°, van het voorontwerp.

Ontworpen artikel 621

De afdeling Wetgeving ziet niet in waarom de punten 1) en 2) niet overeenstemmen met wat bepaald is in artikel 160, lid 2, van richtlijn 2013/36/EU van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2013 ‘betreffende toegang tot het bedrijf van kredietinstellingen en het prudentieel toezicht op kredietinstellingen en beleggingsondernemingen, tot wijziging van Richtlijn 2002/87/EG en tot intrekking van de Richtlijnen 2006/48/EG en 2006/49/EG’, terwijl ze nochtans geacht worden die bepaling om te zetten.

Artikelen 111 tot 119

Bij elke verwijzing naar één van de artikelen die bij artikel 72 van het voorontwerp worden ingevoegd in de wet van 25 april 2014 ‘op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen’ moet worden vermeld dat het betreffende artikel bij artikel 72 wordt ingevoegd in de wet van 25 april 2014.

Artikel 120

1. Uit artikel 120 volgt dat de ontworpen wet onmiddellijk in werking treedt op de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, tenzij wat betreft de bepalingen die in het tweede lid worden vermeld.

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding van wetten bepaald bij artikel 4, tweede lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’, dient in beginsel te worden afgezien van de

onmiddellijke inwerkingtreding teneinde elkeen een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

Artikel 120, eerste lid, behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

2. De bespreking van het tweede lid, 1°, en het dispositief ervan stemmen niet overeen: terwijl het dispositief bepaalt dat een aantal bepalingen van het voorontwerp, die strekken tot voortijdige omzetting van richtlijn 2014/65/EU, in werking treden op de datum die daartoe is vastgesteld in de relevante bepaling van die richtlijn, wat in overeenstemming is met de Europeesrechtelijke bepalingen, wordt in de commentaar gesteld dat die bepalingen in werking treden “op de datum van de respectieve toepassing van de bepalingen die [die] richtlijn [...] omzetten”, met andere woorden op de datum waarop de nationale bepalingen tot omzetting van de richtlijn in werking zullen treden.

De overeenstemming tussen het dispositief en de bespreking ervan behoort te worden hersteld en de Belgische overheid moet er bovendien op toezien dat de nationale omzettingsebepalingen in werking treden binnen de door de richtlijn vastgestelde termijn.

WETGEVINGSTECHNISCHE SLOTOPMERKINGEN

1. Artikel 1 moet hoofdstuk 1 vormen, aangezien geen enkel artikel buiten de indeling in hoofdstukken van het dispositief mag worden gehouden;¹² de nummering van de volgende hoofdstukken moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Voorts dienen de onderdelen van het dispositief te worden genummerd met Arabische cijfers.¹³

2. Van elk gewijzigd artikel – of gewijzigd onderdeel van een artikel –, moeten alle vroegere wijzigingen die erin zijn aangebracht, als volgt worden vermeld:

a) ongeacht de aard ervan (vervanging, invoeging, opheffing, intrekking, vernietiging, herstel, bekrachtiging, vernummering, enz.), moeten alle vroegere wijzigingen die nog geldig zijn, dat wil zeggen die niet doelloos zijn geworden als gevolg van latere wijzigingen, worden opgegeven;

¹² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 63.

¹³ *Ibid.*, aanbeveling 64.

b) wanneer het artikel dat gewijzigd wordt niet bestond in de oorspronkelijke tekst, moet, in afwijking van punt a), eerst melding worden gemaakt van de regeling waarbij het artikel is ingevoegd, ook al is het ingevoegde artikel sedertdien vervangen.¹⁴

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre VANDERNOOT

¹⁴ *Ibid.*, aanbevelingen 113 en 115.